



© Kevin Kelley / Flickr / Creative Commons

VERROUILLAGE DES ENERGIES FOSSILES : POURQUOI LE GAZ EST UNE FAUSSE SOLUTION

RAPPORT DE CONFÉRENCE PRÉSENTÉ PAR KEVIN BUCKLAND

La [conférence](#) intitulée « Verrouillage des énergies fossiles : pourquoi le gaz est une fausse solution », qui s'est tenue à Bruxelles du 26 au 28 septembre 2016, a réuni plus de 50 militants du climat et de l'énergie provenant d'Afrique du Nord, des États-Unis d'Amérique, d'Argentine et d'Europe. Cette conférence était organisée par l'Observatoire de l'Europe industrielle, Les Amis de la Terre Europe, CounterBalance, War on Want, Food & Water Europe, PowerShift e.V. Berlin, et le bureau bruxellois de la fondation Rosa-Luxemburg. Elle avait pour objectifs d'améliorer la mise en réseau des militants du climat et de l'énergie et les niveaux d'information, ainsi que de jeter les bases d'une action collective. Ce rapport présente une partie des informations stratégiques, des axes prioritaires, et des accords collectifs qui ont émergé de cette conférence.

Le moment est venu de passer à l'action

Le gaz constitue un problème de plus en plus important, mais encore sous-estimé. De nouvelles recherches mettent en lumière le péril des risques climatiques liés au gaz (méthane) et les graves dangers que les nouvelles infrastructures gazières font planer en termes de « verrouillage » des systèmes énergétiques à base de combustibles fossiles. Malgré cela, alors que l'Europe s'est donnée pour objectif de réduire sa dépendance à l'égard de la Russie pour le gaz, elle décide de conclure de nouveaux accords de libre-échange permettant l'importation de gaz naturel liquéfié, et affecte de plus en plus de fonds publics à de nouvelles infrastructures gazières, au lieu de se tourner vers les énergies renouvelables. Pendant ce temps, l'industrie des combustibles fossiles va au-delà du déni climatique et a recours au lobbying et à la publicité pour présenter le gaz comme une source d'énergie intermédiaire et un partenaire idéal pour les énergies renouvelables avec de faibles impacts sur le climat.

C'est dans ce contexte qu'une guerre des discours s'en engagée autour du gaz, alors que le monde décide du rôle que les combustibles fossiles joueront dans les nouveaux systèmes énergétiques. Laura Weis, de l'organisation PowerShift e.V. Berlin, a présenté l'écoblanchiment réussi du gaz par l'industrie, grâce auquel les poids lourds mondiaux des combustibles fossiles qui pratiquaient auparavant le déni climatique se positionnent désormais comme une partie de la solution ([Open letter](#) of major oil companies to UN governments, 01/06/2015 (Lettre ouverte des grandes compagnies pétrolières aux gouvernements des Nations Unies, 01/06/2015)). Le discours des industries rencontre à ce jour peu de résistance car la Commission européenne classe le gaz parmi les sources d'énergie à faible émission de carbone ; et on voit même certaines ONG environnementales préconiser l'utilisation du gaz. (Récemment, en 2010, [Greenpeace](#) publiait un rapport intitulé : Fossil gas: bridge into the renewable age (Le gaz fossile : une passerelle vers l'ère des énergies renouvelables)). Arias Cañete, Commissaire européenne pour l'énergie et le climat, a déclaré que « le gaz est le combustible fossile le plus propre ... C'est une passerelle entre le charbon et les énergies renouvelables » ([Politico](#), 23/09/2015). Laura Weis conclut qu'il existe actuellement une « volonté politique massive de développer l'industrie du gaz », mais nous devons faire exactement le contraire, parce que « le gaz n'est pas un partenaire des énergies renouvelables mais un concurrent : le gaz n'est pas un combustible de transition mais un verrouillage de cette transition ; le gaz n'est pas une solution mais une partie du problème ».

Il est devenu à la fois nécessaire et stratégique de s'engager dans cette bataille des discours et des politiques afin de contester l'illusion grandissante selon laquelle le gaz serait un « partenaire idéal des énergies renouvelables » et un combustible de transition. Le gaz n'est pas un combustible de transition vers les énergies renouvelables mais plutôt une « passerelle » permettant à l'industrie des combustibles fossiles de maintenir son pouvoir et le cours de ses actions. Si nos mouvements sont capables d'adopter une position commune contre les nouvelles infrastructures gazières, nous pourrions éliminer la « passerelle vers l'avenir » de l'industrie des combustibles fossiles et créer un espace plus favorable aux énergies

renouvelables décentralisées et à de véritables transitions énergétiques démocratiques. Tazio Müller, de la fondation Rosa-Luxemburg, a déclaré : « Nous devons commencer à mettre un coup d'arrêt au gaz, nous *pouvons* le faire, et nous espérons que cet atelier marquera le début de ce coup d'arrêt ».

Les pressions exercées en faveur du gaz en Europe

Le contexte européen du gaz a subi un changement majeur depuis la perturbation des prix du gaz qui a accompagné le conflit de 2005/2006 entre l'Ukraine et la Russie, cette dernière étant le fournisseur de gaz le plus actif de l'Europe. Les impacts de ce conflit ont modifié le cadre de la politique énergétique des institutions de l'UE qui s'est tournée vers une politique de sécurité énergétique et, plus tard, vers un plan pour l'Union de l'énergie qui vise à rendre l'énergie sûre, durable et abordable, en bâtissant un système énergétique plus résilient et moins exposé aux caprices de certains acteurs.

Antoine Simon, des Amis de la Terre Europe, a démontré que l'abandon du gaz russe au profit d'une politique de sécurité énergétique s'est manifesté politiquement de différentes manières. Tout d'abord, le Plan Juncker et le Fonds pour l'interconnexion en Europe (CEF) (5 milliards d'euros) financent 77 projets d'intérêt commun (PIC) avec une forte focalisation sur les infrastructures d'importation de gaz. Près de 900 millions d'euros sont prévus pour des projets gaziers ; c'est notamment trois fois plus que les fonds consacrés aux énergies renouvelables. Deuxièmement, de nouveaux accords de libre-échange tels que le TTIP permettraient de lever les restrictions sur les exportations de gaz provenant des États-Unis d'Amérique et apporteraient une justification juridique à la priorité accordée aux infrastructures gazières multinationales. Ensuite, l'Europe canalise de plus en plus de fonds publics vers les infrastructures gazières par l'intermédiaire de la Banque européenne d'investissement (BEI) et des banques publiques. Enfin, le désir de résilience énergétique met le gaz en concurrence directe avec les énergies renouvelables, ce qui provoque une montée du lobbying de l'industrie des combustibles fossiles ainsi qu'une reprise du lobby des énergies renouvelables par l'industrie des combustibles fossiles. L'un des participants a résumé la situation comme suit : « Si tout cela (les infrastructures d'importation de gaz projetées) est construit, il n'y aura aucun moyen de sortir du gaz pendant des siècles ».

Au sein de la Commission européenne, rares sont ceux qui remettent en question l'hypothèse générale selon laquelle le gaz jouera un rôle important dans les futurs systèmes énergétiques de l'UE.

Manon Dufour, d'E3G, a contesté la projection de la Commission européenne. La production, les réserves et la consommation de gaz en Europe sont en baisse, contrairement à la majeure partie du monde où la production de gaz est en hausse. Et 80 % de la demande européenne de

gaz provient de seulement 7 pays d'Europe occidentale. Ainsi, sans construire de nouvelles infrastructures, l'Europe dispose déjà d'une capacité suffisante pour couvrir tous les scénarios de consommation de gaz jusqu'en 2040 (Source : CE, Bruegel, media report, Current and planned EU gas import infrastructure (rapport des médias, Infrastructures actuelles et prévues d'importation de gaz de l'UE)). Alfons Perez, d'ODG, Barcelone, a démontré que les infrastructures gazières européennes ont déjà été surconstruites, 30 ou 40 % de ses capacités étant encore inutilisées. Malgré cela, les PIC proposés (mentionnés ci-dessus) sont en passe de faire de l'UE un importateur majeur de gaz.

Cependant, la Commission européenne a surestimé la demande future de gaz en Europe – avec des projections allant de 380 à 450 milliards de m³ (bcms) en 2030 (Maroš Šefčovič, vice-président de l'Union européenne pour l'énergie, 27/05/2016) et prévoit des projets d'extension des capacités actuelles de l'ordre de 58 % ! Le verrouillage du gaz européen repose précisément sur cette hypothèse dangereuse d'une demande accrue et, par conséquent, l'Europe (avec à la fois le GNL et les pipelines) est en train de surconstruire une infrastructure qui ne correspond pas à la demande. Elle se trouve donc en contradiction directe avec les objectifs de décarbonisation de l'économie de 80 à 95 % d'ici à 2050, ce qui compromet la capacité de l'UE à respecter ses objectifs climatiques ainsi que l'objectif commun de l'Accord de Paris visant à maintenir le changement climatique « bien en-deçà de 2 degrés ». Sur quoi Manon Dufour a conclu : « Soit nous sommes en train de gaspiller des fonds publics, soit nous sommes en train de mettre en péril notre engagement climatique ».

Le gaz est loin d'être un cas exceptionnel en ce qui concerne les objectifs climatiques. Au cours des 9 mois qui se sont écoulés depuis que l'Accord de Paris est passé d'un objectif de 2 degrés à 1,5 degré, « rien ne s'est passé au niveau de l'UE », a fait remarquer un participant. « Aucun des objectifs n'a changé maintenant que la perspective est différente. L'UE ne semble pas avoir l'intention de modifier ses objectifs pour le moment ». Les décisions politiques immédiates en matière d'infrastructures énergétiques constitueront un test décisif de l'action réellement menée en faveur du climat : elles permettront de vérifier si les pays et l'UE prennent leurs engagements climatiques au sérieux ou si les objectifs à long terme ne sont qu'un prétexte pour continuer à fonctionner selon un scénario de *statu quo*.

Les émissions de méthane, une passerelle vers un désastre climatique

La Conférence sur le verrouillage des combustibles fossiles s'est honorée de la présence de Robert W. Howarth de l'Université Cornell et membre du conseil d'administration de Food&Water. Il a présenté ses recherches sur les effets des émissions de méthane sur l'atmosphère (Howarth préfère employer le terme de « méthane » pour parler du gaz). Bien que le méthane émette nettement moins de CO₂ que d'autres combustibles fossiles lorsqu'il est brûlé, il a, sous sa forme naturelle, un impact vraiment dangereux à court terme. Sur une

période de 10 ans, le méthane est plus de 100 fois plus puissant que le CO₂. Malgré son impact à court terme, la plupart des gouvernements continuent de ne prendre en compte que son impact sur 100 ans, soit un cas de figure où le méthane n'est que 21 fois plus puissant que le CO₂ (même l'impact sur 20 ans est 86 fois plus élevé que celui du CO₂).

Howarth a expliqué que les fuites et les émissions de méthane se produisent aujourd'hui dans des quantités beaucoup plus importantes qu'on ne le pensait auparavant : jusqu'à 12 % de fuite de gaz de schiste et 4 % de fuite de gaz conventionnel (sachant que l'industrie du pétrole et du gaz n'investit quasiment rien dans la réduction des fuites de méthane). À court terme, cela dépasse largement les réductions des émissions de gaz à effet de serre couramment utilisées dans les comparaisons entre le gaz et le charbon.

Selon Howarth, l'urgence de la situation, en ce qui concerne les fuites actuelles de méthane et les implications des nouvelles infrastructures proposées, ne saurait être sous-estimée. Au rythme actuel, notre planète sera condamnée à 1,5 degré de réchauffement dans seulement 10 ans, et nous devrions franchir la « ligne rouge » des 2 degrés pour l'ensemble de la planète dans seulement 30 ans.

Howarth a souligné la nécessité immédiate et urgente de lutter contre les effets à court terme du méthane : si l'impact de la réduction de CO₂ peut prendre 40 ans avant de produire ses effets, les augmentations ou les diminutions de méthane ont des effets *immédiats* sur notre atmosphère puisque le méthane y subsiste pendant 12 ans. En tant que tel, le méthane peut jouer un rôle crucial, soit en empêchant les systèmes écologiques mondiaux d'atteindre des points de basculement écologiques cruciaux, soit en les poussant dans cette direction. « La seule manière dont nous pouvons maintenir la planète en dessous de deux degrés de réchauffement, c'est en réduisant les émissions de méthane. Nous n'y parviendrons pas en réduisant les seules émissions de CO₂ ». Le fait d'exercer des pressions sur les gouvernements et les acteurs (tels que la CCNUCC) pour qu'ils utilisent les chiffres du potentiel de réchauffement planétaire à court terme du méthane dans leurs objectifs à court terme pourrait constituer une demande claire.

« Les émissions de méthane sont critiques ; nous ne pouvons en aucun cas atteindre les objectifs de la COP21 sans les prendre en compte. Cette lacune nous mène tout droit à la catastrophe climatique ». Le méthane n'est pas la solution mais une partie du problème, du fait de son potentiel de réchauffement planétaire et de ses impacts potentiellement catastrophiques sur le climat à court terme. Dans ce contexte, « il est illogique de construire de nouvelles infrastructures (gazières) ».

La capacité interne de production de gaz en Europe est extrêmement limitée par rapport à sa demande. Les principaux gisements gaziers d'Europe se situent à Groningen (Pays-Bas). Ici, en collaboration avec Exxon, Shell et l'État néerlandais, un gaz de faible qualité destiné au chauffage domestique aux Pays-Bas, en Belgique et en France a été produit depuis les années

1970. L'exemple de la production européenne est remarquable, comme le démontrent Liz Main de GroenFront! et Peter Polder de Milieudéfense, car il illustre le niveau de dommages que l'extraction de gaz peut entraîner, avec plus de 100 000 personnes vivant désormais dans des maisons endommagées par d'innombrables séismes provoqués par l'extraction du gaz dans la région au cours des 10 dernières années uniquement.

Actuellement, l'UE importe 38 % de son gaz de Russie, 32 % de Norvège, et 12 à 14 % d'Algérie. Les principaux pays importateurs sont l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, la France, les Pays-Bas et l'Espagne, bien que les situations nationales puissent varier considérablement en Europe (par exemple, le gaz de l'Espagne repose sur des importations de GNL, tandis que celui de l'Allemagne est presque entièrement importé par pipeline).

Les importations européennes de gaz proviennent pour une large part d'Afrique du Nord, et surtout d'Algérie, soit le deuxième fournisseur de l'UE en dehors de la région après la Russie. Elle détient la troisième plus grande réserve mondiale de gaz (après l'Argentine et la Chine). Actuellement, l'Algérie représente 12 à 14 % des importations de gaz de l'Europe (soit 10 % de la consommation totale), et en 2014, 87 % de son gaz a été exporté vers l'UE (via l'Espagne). Le gaz joue un rôle vital dans l'économie algérienne où il représente 60 % des recettes budgétaires, 30 % du PIB, et 97 % des recettes d'exportation. Un développement des infrastructures gazières monopoliserait le gaz nord-africain au profit du réseau européen, par exemple avec le pipeline MIDCAT qui relie l'Espagne à la France.

Une présentation percutante de Hamza Hamouchene de War on Want a évoqué la politique menée autour du gaz nord-africain comme n'étant rien de plus qu'une stratégie d'accaparement à peine voilée, par laquelle une nouvelle vague de pillage néo-colonialiste des ressources empêche une grande partie des communautés nord-africaines d'accéder au gaz ainsi exporté ou d'en bénéficier. Hamouchene a cité un militant local en déclarant que « toute la richesse se trouve sous nos pieds, mais toutes ces multinationales débarquent dans notre pays et nous n'en tirons aucun bénéfice ».

Des tractations politiques sont en cours en vue d'un engagement juridique concernant la vente de 80 % du gaz **algérien** à l'Europe. Or, les engagements à long terme des États et des pays ont des répercussions politiques dans la mesure où les entreprises et les pays ont un intérêt direct à maintenir en place le régime avec lequel ils ont signé des accords. Un rapide examen de l'histoire de la région en matière de relations énergétiques avec l'Europe suffit à démontrer que cela constitue la norme plutôt que l'exception. BP (puis Total et Arco) ont ainsi signé des accords gaziers en Algérie dans les années 1990, à peine 3 ans après le coup d'État, suite à la thérapie de choc imposée par le FMI. Les injustices néocoloniales des relations gazières entre l'Europe et l'Afrique se retrouvent dans le soutien diplomatique apporté par la France à la lourde implication de Total dans le développement de la fracturation hydraulique dans des anciennes colonies telles que l'Algérie, alors que dans le pays d'origine de Total (en France), la fracturation hydraulique est interdite.

De même, **la Tunisie** possède deux importantes réserves de gaz et a été le premier pays à signer un accord d'association avec l'UE, ce qui pour l'essentiel a « placé les intérêts de la sécurité européenne au-dessus des problèmes du peuple tunisien », a noté Hamza Hamouchene. British Gas détient une participation de 100 % dans le champ gazier de Miskar et produit 60 % du gaz intérieur tunisien dans les champs de Miskar et d'Hasdrubal, vendant ainsi du gaz tunisien aux Tunisiens comme s'il s'agissait d'un produit importé.

Les importations de GNL **nord-américain** commencent à jouer un rôle dans le mix énergétique européen. Trois cargaisons de GNL sont déjà arrivées sur les côtes européennes au Portugal, en Espagne et en Ecosse. Ce gaz méthane importé présente des dangers spécifiques tels que les impacts environnementaux et climatiques lourds associés à la fracturation hydraulique et au gaz lui-même. Howarth estime que les fuites de méthane se situent aux alentours de 12 % pour le GNL provenant des États-Unis d'Amérique (extraction, transport domestique, et fuites supplémentaires de méthane de 2 à 6 % découlant du transport transatlantique). Cela place le gaz fracturé importé parmi les combustibles fossiles les plus dangereux.

En **Suède**, entre autres, des pressions ont été exercées en faveur de la construction de nouveaux terminaux de GNL dans le but de réduire la dépendance du pays à l'égard du gazoduc Nord Stream et du pétrole russe. Partout en Europe, plusieurs terminaux de GNL sont en projet, en construction, ou ont été achevés au cours de ces dernières années.

En outre, une série de grands projets d'infrastructures sont en cours en vue d'acheminer du gaz depuis l'Asie centrale vers l'Europe, à savoir le corridor gazier sud-européen (qualifié par les mouvements de résistance de « **Méga-pipeline euro-caspien** »). Ce gazoduc s'étendrait sur 3 500 km de l'Azerbaïdjan à l'Italie, en traversant 6 pays (Azerbaïdjan, Géorgie, Turquie, Grèce, Albanie et Italie). L'industrie prévoit que le pipeline commencera à acheminer du gaz d'ici 2018, pour devenir pleinement fonctionnel d'ici 2020. En outre, il est prévu de l'étendre plus à l'est vers le Turkménistan en passant sous la mer Caspienne. En raison des complications liées à un tel mégaprojet multi-états, ce dernier a été décomposé en différentes parties (TANAP, TAP, TCP), et la construction a déjà commencé en Grèce et en Albanie, tandis que sa construction par BP en Azerbaïdjan et en Géorgie est très avancée.

Selon les projets de l'industrie, ce pipeline massif aura déplacé 1 milliard de mètres cubes de gaz qui, d'ici 2050, correspondraient à de 2 milliards de tonnes de CO₂ émises dans l'atmosphère terrestre (sans compter les fuites de méthane et leurs impacts !). Emma Hughes, de Platform London affirme qu'« il est tout à fait clair que le corridor gazier sud-européen ignore l'intégralité des connaissances scientifiques en matière de climat. Ce à quoi nous assistons, c'est à un immense verrouillage des combustibles fossiles et au développement d'infrastructures dont nous n'avons pas vraiment besoin. La demande de gaz est en baisse en Europe, donc cela risque de devenir un actif caduc ».

Des pays d'Europe de l'Est tels que la Hongrie, la Bulgarie et la République tchèque, où la Russie exerce une grande influence et où le gaz est principalement utilisé à des fins de chauffage domestique, développent également leurs infrastructures gazières, en rencontrant peu de résistance organisée.

Enfin, le pipeline MIDCAT a été présenté par des membres d'un nouveau groupe de base espagnol formé autour de ce pipeline. Ce court pipeline de 235 km situé entre Hostalric, **en Espagne**, et Barbaira, en France, serait l'ultime pièce d'un puzzle nécessaire au raccordement directe de l'infrastructure gazière nord-africaine (et par conséquent de l'infrastructure de fracturation hydraulique en cours de développement) à l'Europe centrale. La première section de ce pipeline (de Martorell à Hostalric) a déjà été construite, dans une quasi-absence de consultation des communautés locales ou de respect pour la protection de l'environnement, et la deuxième section vient d'être ré-approuvée en tant que PIC avec environ 475 millions d'euros financés par l'UE, 160 millions par l'Espagne, et 320 millions par la France. « Mettre un terme à ce pipeline est une chance pour la solidarité nord-sud directe », a déclaré un intervenant, car « cela pourrait avoir un impact direct sur le ralentissement de la fracturation hydraulique dans le Sahara ainsi qu'en termes de soutien à toutes les populations qui dépendent des aquifères présents sous le sable pour leur survie ».

Résistance mondiale

Le repositionnement européen et mondial en faveur du méthane a des impacts massifs sur la géopolitique de notre planète et sur notre atmosphère partagée. Au niveau local, la résistance populaire contre les projets gaziers s'intensifie partout dans le monde. Bien que ces luttes visent un ennemi commun, chaque région présente cependant ses propres subtilités, et il convient de reconnaître qu'il existe un écart important entre les approches de résistance menées dans le Nord et dans le Sud de la planète et que nous devons également en tenir compte.

Jane Kleeb, de Bold Nebraska, a partagé des enseignements stratégiques tirés des victoires historiques remportées contre le **pipeline Keystone XL au Canada et aux États-Unis d'Amérique**, lesquelles ont déjoué toutes les attentes pour aboutir à l'une des plus grandes victoires climatiques et environnementales à ce jour. Cette campagne a rassemblé une vaste coalition composée d'agriculteurs, d'éleveurs, de tribus indigènes, d'écologistes et de beaucoup d'autres personnes avec un objectif clair consistant à exercer une pression directe sur le Président Obama, faisant ainsi de cette question l'objet d'une décision tant morale que politique. Ils ont commencé à discuter avec les agriculteurs des questions de sécurité et ont utilisé des images illustrant ce qui pourrait être acheminé à travers leurs terres. « Il ont senti qu'ils avaient la responsabilité de soutenir leurs alliés dans le Nord », a expliqué Jane Kleeb. Ils ont fourni un soutien légal aux propriétaires fonciers pour qu'ils puissent résister à l'obligation

de vendre leurs terres. Dans la mesure où l'itinéraire du pipeline traverserait l'aquifère d'Ogala, ils se sont clairement concentrés sur l'eau et ont employé toutes les tactiques dilatoires possibles. Il est important de noter que la campagne n'e s'est jamais éloignée de la question du climat, sachant que les compagnies contre lesquelles ses membres se battaient s'en serviraient ensuite contre eux, en expliquant aux habitants du pays que des étrangers utilisaient leur problème local afin de servir leurs propres intérêts.

L'un des principaux enseignements tirés de la résistance au projet Keystone XL est qu'il est important de créer un espace permettant aux groupes de base locaux d'influencer la politique nationale, ce qui se traduit par une décentralisation des structures de financement sans but lucratif qui, généralement, ne donnent accès aux questions nationales qu'aux plus grands groupes. Un autre enseignement majeur a porté sur l'organisation avec les syndicats, qui ont lutté pendant des décennies pour obtenir les conditions dont ils bénéficient à présent dans les industries établies telles que le secteur des combustibles fossiles. Les emplois liés aux énergies renouvelables, explique Kleeb, n'offrent tout simplement pas les mêmes avantages durement gagnés. L'une des difficultés de notre démarche a consisté à reconnaître la réalité selon laquelle dans une économie soucieuse du climat, de nombreux emplois du syndicat des combustibles fossiles vont simplement cesser d'exister.

Les récits de résistance le long de l'itinéraire du **Méga-pipeline euro-caspien** ont été consignés dans le cadre d'une série de missions d'enquête menées par Platform London en 2016. Ils ont permis de constater que dans les pays visités très peu d'informations étaient disponibles à propos du pipeline, et ce malgré les violations commises dans le but d'accéder aux terres des communautés vivant de l'agriculture de subsistance. Une perte de terres aboutirait certainement à des déplacements. Bien qu'il existe de nombreux sites de résistance localisée, ils ne sont pas interconnectés et ignorent parfois qu'il existe d'autres mouvements de résistance.

En **Azerbaïdjan**, a expliqué Emma Hughes, les violations des droits de l'homme liées au Méga-pipeline euro-caspien sont peut-être les plus alarmantes. Les manifestations sont violemment dispersées et les journalistes, les avocats et les défenseurs des droits de l'homme sont régulièrement jetés en prison. Depuis l'arrivée au pouvoir du régime d'Aliyev, les fonds européens destinés aux combustibles fossiles ont joué un rôle crucial dans le maintien en place du régime. Quelques mois après son arrivée au pouvoir, Aliyev a signé des contrats avec 11 compagnies pétrolières. Ces recettes et le soutien politique qui accompagne de tels projets (en particulier celui du Royaume-Uni en raison de la forte implication de BP) ont été cruciaux pour la consolidation du régime, surtout depuis que les cours du pétrole ont commencé à couler en 2006. Toutefois, les populations les plus impactées ne reçoivent souvent aucune part des fonds qui entrent dans le pays.

En **Turquie**, le fait qu'un moins grand nombre d'entreprises soient impliquées dans le projet offre davantage de possibilités de nuire à la réputation des entreprises. Il existe une résistance

assez forte des agriculteurs des terres agricoles fertiles de **Grèce**, laquelle s'organise autour des menaces de fuite du pipeline. Étant donné que 70 % des propriétaires fonciers en Grèce n'ont signé aucun contrat avec des entreprises, la fameuse cérémonie d'ouverture du pipeline peut représenter une « interprétation [légèrement] biaisée de la réalité », a commenté Hughes. Politiquement, Syriza soutient le projet, et les Verts résistent.

La résistance contre le pipeline en **Italie** a débuté en 2012, a expliqué Elena Gerebizza de Re:Common. L'économie locale repose principalement sur le tourisme et l'agriculture à petite échelle, et les gens n'ont pas accepté qu'on leur impose un modèle économique industrialisé. « C'est tout simplement un changement de leur vie que les gens n'acceptent pas ». Déjà plus de 40 municipalités ont rejeté le projet et ne veulent pas de négociations ou de compensations de la part du consortium basé en Suisse. Des mouvements populaires ont réussi à retarder le processus de construction en posant des questions sur les permis. Une importante enquête anti-corruption est en cours concernant la réception, par un député italien, d'un pot-de-vin de plus de 2,3 millions d'euros de la part d'un député azerbaïdjanais.

En **Afrique du Nord**, des mouvements populaires visant à protéger la terre et l'eau des dangers liés à l'extraction du gaz et aux infrastructures gazières se développent. Le mouvement des chômeurs à Ouargla, en **Algérie**, est à l'origine d'un soulèvement mené par les victimes du capitalisme fossile qui assistent à l'extraction des ressources sans pouvoir en bénéficier. En 2015, un soulèvement populaire a eu lieu à Ain Salah, mené par des personnes résistant à la fracturation hydraulique afin de protéger leur eau et leurs moyens de subsistance. Heureusement, les projets à grande échelle de fracturation hydraulique dans le Sahara ont été temporairement stoppés en raison de la baisse des cours mondiaux du pétrole, mais ces projets peuvent refaire surface.

En **Tunisie**, Petrofac a annoncé qu'elle quitterait le pays et a déjà abandonné ses projets dans les îles, affirmant que l'État n'en fait pas suffisamment pour réprimer les mouvements de protestation, tels que ceux des diplômés sans emploi qui se sont organisés, ce qui a donné lieu à deux mois de sit-ins pacifiques. Hamouchene a observé qu'il y avait « un manque total de transparence », interdiction étant faite aux Tunisiens de pénétrer dans certaines zones où les multinationales exercent leurs activités.

Enrique Viale, de l'Association argentine des juristes de l'environnement, a signalé une résistance locale en **Argentine** où il existe actuellement plus de 1 000 puits de fracturation hydraulique (exploités principalement par Chevron, mais aussi par Total, Wintershall, Shell, Dow Chemical, Pie, Exxon, Gazprom, Magdalena, Petrobras, et bien d'autres encore). La plupart des sites de fracturation hydraulique se situent autour d'une formation gazeuse de la taille de la Belgique, à Vaca Muerta. Ils fournissent principalement de l'énergie pour l'industrie minière en plein essor. Pour créer un consensus social favorable à l'expansion de la fracturation hydraulique en Argentine, la fracturation a été mise en place avec tact, en soulignant ses avantages financiers et en présentant la zone désertique de Vaca Muerta

comme un espace vide, niant ainsi la longue histoire des communautés autochtones et minimisant les sacrifices auxquelles les communautés agricoles actuelles devront faire face avec le *boom* de la fracturation hydraulique.

Le boom de la fracturation hydraulique a eu lieu si rapidement dans la région de **Vaca Muerta (en Argentine)** que l'industrie n'est pas en mesure de traiter l'eau contaminée. Lorena Riffo, de l'Université nationale de Comahu et activiste à Tierra para Vivir, a expliqué ce que cela signifie pour la population. Les sites de fracturation sont principalement situés dans les zones rurales les plus pauvres, et la contamination de l'eau ajoute un stress supplémentaire pour ces populations. Des groupes locaux commencent à développer des campagnes anti-fracturation hydraulique. Ils informent sur les dangers de la fracturation hydraulique et organisent des visites des sites toxiques en acheminant les gens vers les communautés autochtones locales touchées afin de constater les dégâts de leurs propres yeux. Jusqu'à présent, 55 municipalités sont parvenues à interdire la fracturation hydraulique en se fondant sur un cadre juridique de précaution, mais les demandes d'interdiction de la fracturation dans les zones gazières actuelles ont été rejetées au motif qu'au regard de la loi les communautés n'ont aucun droit sur le sous-sol.

La résistance au gaz s'amplifie également en Europe. Le **Portugal** a résisté à la prospection gazière et étudie les possibilités de transition énergétique en vue de remplacer de nombreux emplois du secteur des combustibles fossiles. En **Espagne**, les villes catalanes sont lassées de lutter contre des mégaprojets incessants, et les interdictions municipales de fracturation ont été annulées comme étant inconstitutionnelles. L'organisation de visites de sites toxiques a rencontré un certain succès, et un nouvel élan se dessine autour de la résistance au pipeline MIDCAT. À Groningen, aux **Pays-Bas**, les communautés locales s'organisent autour des questions relatives aux droits de l'homme, en incitant les gens à prendre davantage en charge leur propre existence, car ils savent qu'une transition rapide créerait des solutions et des problèmes.

Au Nord comme au Sud, on constate des similitudes ainsi que l'importance de comprendre le *boom* du gaz comme un manque de souveraineté des populations sur leur propre existence ainsi que sur leur environnement local, notamment dans les régions où l'espace démocratique est limité. Hamza Hamouchene a suggéré que le manque d'autonomie dans les pays du Sud devait s'interpréter comme une forme de colonialisme énergétique, l'exemple le plus flagrant étant donné par les entreprises européennes qui mettent en œuvre dans le Sud des pratiques qui sont interdites dans leurs propres pays. Pascoe Sabido, de l'Observatoire de l'Europe industrielle, a ajouté que « c'est moins une question liée à l'énergie qu'à la démocratie ».

Scénarios énergétiques d'avenir

Nous devons savoir quels systèmes d'énergie nous *préconisons* lorsque nous défendons le gaz comme le « parfait partenaire des énergies renouvelables ». Pascoe Sabido, de l'Observatoire de l'Europe industrielle, a décrit le changement stratégique opéré par l'industrie du pétrole et du gaz, qui a abandonné le déni climatique pour devenir une partie de la solution, et ce dans le seul but de rester dans le jeu. Cela implique des changements plus importants : de nombreuses grandes compagnies pétrolières réorientent leurs portefeuilles, acquisitions et investissements vers le gaz, simplement parce qu'elles réalisent que l'ère des combustibles fossiles est révolue. Pascoe Sabido suggère que l'industrie est disposée à sacrifier le charbon et à promouvoir le gaz afin de conserver la confiance des investisseurs.

Cela a conduit à une prise de contrôle progressive du lobby des énergies renouvelables par le lobby du gaz au sein de l'UE, laissant ainsi un vide politique préoccupant pour le plaidoyer en faveur des systèmes d'énergie alternative. En outre, les compagnies de combustibles fossiles produisent de plus en plus elles-mêmes des énergies renouvelables, notamment de l'éolien et du solaire à grande échelle. Les nouvelles directives européennes les favorisent en soutenant des modèles d'appel d'offres et d'enchère qui « peuvent tuer le pouvoir communautaire » en ajoutant de nouvelles difficultés pour les énergies renouvelables à petite échelle (telles que les pompes à chaleur).

Lucile Daumas, d'Attac Maroc, a fourni une étude de cas utile sur la transition vers les énergies renouvelables dans le Sud. La dépendance énergétique du **Maroc** est actuellement de 96 %, mais il est possible de la réduire. Les grands projets d'énergies renouvelables sont toutefois réalisés main dans la main avec de grandes entreprises privées. Le développement de méga-fermes solaires de 500 000 panneaux solaires a généré un certain nombre de problèmes : un manque de consultation locale, des questions sur le remboursement des dettes, ou encore des problèmes sociaux et environnementaux tels que la pénurie d'eau. De plus, une grande partie de l'énergie renouvelable produite par les méga-fermes solaires sera destinée à l'exportation, tandis que les énergies fossiles continueront d'alimenter la consommation locale d'énergie.

Molly Walsh, des Amis de la Terre Europe, est intervenue dans la discussion en s'interrogeant sur les systèmes d'énergie que nous souhaitons pour l'avenir, avec cette question : « Qu'est-ce que la démocratie énergétique ? » Walsh a proposé la réponse suivante : « La démocratie énergétique concerne le contrôle de nos moyens de production d'énergie, l'accès équitable à l'énergie pour tous, et le fait que les collectivités prennent la responsabilité de produire l'énergie dont elles ont besoin de manière durable ». En conclusion, elle a ajouté : « Le soleil brille en abondance sur notre planète, ce qui importe, c'est la manière dont nous organisons ce système ».

Le groupe a convenu que les technologies susceptibles d'accompagner la transition vers la souveraineté énergétique doivent être spécifiquement locales. Au cours du débat, un large soutien a été accordé aux pompes à chaleur ainsi qu'au stockage de l'énergie sous forme d'eau chaude, afin de renforcer la résilience des réseaux d'énergie renouvelable. Mais bien souvent, la démocratie énergétique n'est pas une question de technologie spécifique, comme l'a fait remarquer l'un des participants : « La population est favorable à l'énergie éolienne ; elle proteste contre les projets d'éoliens des investisseurs commerciaux. C'est une protestation silencieuse contre le néo-capitalisme et les multinationales ». Il faut également se poser la question de savoir « à quoi sert cette énergie ? », car « une quantité considérable d'énergie va à l'industrie afin de produire des choses dont nous n'avons pas besoin ».

Idées de réseautage, de campagne et d'action

L'un des objectifs de la conférence était de préparer des pistes d'actions conjointes. Dans le cadre de quatre groupes de travail, des idées ont été développées sur la politique de l'UE, en vue d'actions et de campagnes visant à contester les discours dominants en matière de gaz, et sur les systèmes d'énergie alternative. Des stratégies concrètes pour le renforcement des mouvements et une meilleure communication sur les dangers du méthane ont été débattues, puis des besoins en matière de recherche et des objectifs politiques immédiats ont été identifiés, avant de souligner l'importance d'un renforcement de la solidarité Nord-Sud et du soutien à apporter aux groupes des pays du Sud en faisant connaître leurs histoires spécifiques. L'Argentin Enrique Viale a insisté sur le fait qu'il est « très important que vous, ici en Europe, qui disposez des outils nécessaires, y apportiez votre contribution et intégrez cela dans vos travaux ».

Dans l'ensemble, les participants ont exprimé un grand intérêt pour l'identification de projets spécifiques susceptibles de faire l'objet d'un travail collectif, pour un récit tangible de l'histoire du verrouillage gazier européen, pour un engagement dans des luttes symboliques et emblématiques, et pour une meilleure communication sur le thème « quel type de modèle énergétique dans quel genre de monde souhaitons-nous avoir » (Elena Gerebizza). Parce que « la violence du changement climatique n'est pas naturelle mais découle en réalité d'un ensemble de choix effectués par ceux qui sont au pouvoir ». (Hamza Hamouchene).

Conclusion

À l'heure où l'Europe réoriente ses systèmes énergétiques dans de nouvelles directions, de nombreuses autres transitions ont lieu simultanément. En nous réunissant afin d'évoquer les menaces liées au verrouillage gazier, nous sommes parvenus à une compréhension collective

selon laquelle il est essentiel de savoir non seulement comment l'Europe obtient son gaz, mais aussi quelles relations l'Europe et les entreprises européennes entretiennent avec le reste du monde. Cela inclut des formes traditionnelles de colonialisme, d'exploitation et d'extraction, mais aussi des conséquences climatiques mondiales car elles affectent les populations qui ont le moins contribué à déclencher cette crise.

L'espoir des participants est que cette réunion marque un tournant, car si nous parvenons à éliminer la passerelle de l'industrie des combustibles fossiles, celle-ci pourrait perdre sa bouée de sauvetage pour l'avenir.

La diversité des groupes présents a démontré qu'en nous organisant tous ensemble nous pouvons être plus que la simple somme de nos parties. C'est dans ce contexte que nous avons rappelé aux organisateurs locaux qu'ils sont en train d'informer et de soutenir un combat plus vaste, et qu'il est important de mettre en relation les activistes politiques avec les combats locaux et les récits de terrain. Collectivement, ce travail d'organisation renforce notre mouvement en créant des boucles de rétroactions mutuelles entre les combats locaux et régionaux, tout en nous permettant de participer collectivement à nos victoires.

La lutte contre le gaz n'est pas une mince affaire. Le gaz est peut-être l'ultime rempart de l'industrie des combustibles fossiles pour conserver la confiance de leurs actionnaires malgré le fait qu'il soit notoire que 80 % des combustibles fossiles connus devront rester sous terre. Mais ils le savent très bien et se battront becs et ongles pour rester en vie. Mais même si la résistance qu'ils opposent aux changements profonds peut être massive, nous n'avons jamais été aussi près de déraciner les systèmes énergétiques qui ont alimenté le néolibéralisme au cours du dernier siècle.

Les données scientifiques relatives aux dangers du méthane en tant que gaz à effet de serre signifient, tout simplement, que nous n'avons pas d'autre choix que d'affronter ce problème à bras le corps. Si nous parvenons à ralentir les émissions de gaz dans notre atmosphère, nous pourrions nous offrir un sursis crucial d'une décennie ou deux pendant lequel nous aurons le temps d'infléchir le destin de notre planète en l'empêchant d'atteindre les dangereux points de basculement du système climatique.

Auteur: Kevin Buckland
artivisto@gmail.com

Contact: Marlis Gensler, RLS Brussels
marlis.gensler@rosalux.org

Site web:
<http://www.rosalux.eu/eventdetail/event/fossil-fuel-lock-in-why-gas-is-a-false-solution/>



Counter
Balance



**Power
Shift**

